



MOUVEMENT SOCIAL : un couteau sans lame auquel manque le manche ?

Choisir comme titre de cet éditorial le célèbre aphorisme de Lichtenberg peut paraître cruel mais comment mieux décrire la sensation de vide qui étreint le militant syndical à l'approche de l'été après pourtant l'acte de décès du conclave sur les retraites et un premier Mai relativement réussi ?

La grève SNCF du mois dernier ? Le choix de son étalement par corps de métier et la compétition à peine voilée entre la CGT Cheminots et SUD Rail en aura dilué la force. Pire, elle a remis sur la table le projet de limitation du droit de grève à certaines périodes de l'année. Celle unitaire dans la Fonction le 13 mai dernier qui se voulait une puissante réplique de celle du 5 décembre 2024 ? Elle a tout bonnement fait un flop.

C'est dans ce contexte morose qu'aura lieu le 5 juin prochain, à l'appel de la seule CGT, une journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Même si l'objectif est juste, à savoir appuyer le vote par l'Assemblée Nationale le même jour d'une résolution du groupe communiste réaffirmant la nécessité d'abroger la réforme des retraites, à laquelle l'obstruction parlementaire ne peut faire obstacle contrairement aux précédentes tentatives, son caractère significatif serait surprenant car après avoir pâti des journées d'action à répétition, voire par corporation visant à faire s'échapper la vapeur, voici venu le temps de celles sans même de vapeur à dissiper !

Pourtant, ce ne sont pas les raisons actuelles qui manquent pour se mobiliser entre les plans dit sociaux trois fois plus nombreux qu'il y a un an, les 40 milliards d'économies à venir du budget de l'État – dont le retour du projet de TVA sociale – ou le reniement des quelques engagements écologiques pris par les gouvernements macronistes précédents... Mieux, ça tangue au cœur même du bloc central entre un Bayrou toujours englué dans l'affaire Bétharram, un Retailleau bien décidé à imposer sa marque suite à son élection à la tête des LR, un Attal qui braconne sur ses terres pour rappeler honteusement qu'il existe et un Philippe qui est déjà en campagne présidentielle.

Les taxis montrent la voie à suivre : il leur aura suffit de quelques jours de mobilisation non seulement large mais déterminée pour obliger l'exécutif à temporiser sur sa réforme de la prise en charge du transport sanitaire, un bougé qui n'est pas sans rappeler celui qui s'est produit au début de l'année suite à l'abaissement du seuil de la TVA pour les autoentrepreneurs en passe d'être définitivement retiré.

Dans notre camp social qui s'englue aussi dans ses divisions et plus encore au plan politique obnubilé par les prochaines échéances électorales, il serait salutaire de discuter dès maintenant d'une initiative large et centralisée pour la rentrée, qui défende la nécessité d'un plan d'urgence pour le plus grand nombre donc pose la question du pouvoir, plutôt que de craindre le spectre d'une dissolution rendue constitutionnellement à nouveau possible.

LD

SOMMAIRE :

- Mouvement social: un couteau sans lame auquel manque un manche : page 1
- Rallumer le combat syndical : page 2

RALLUMER LE COMBAT SYNDICAL

La détresse sociale n'est pas soluble dans l'inertie syndicale, pas davantage dans la fragmentation de la gauche. Alors, pensez, les deux combinées...

La feuille de route du Capital, elle, continue son bonhomme de chemin.

Il a transformé la belle unité contre les 64 ans en un conclave contre la retraite solidaire plus sombre que la grotte de Bétharam.

Les dégâts de l'inflation se sont agglutinés à ceux du Covid (l'accès aux soins) à tel point que les inégalités sociales apparaissent dans leur lumière crue : elles sont la condition même de domination du Capital. « Grandeur du Capital suppose Misère sociale. »

Et il arme ses milices contre tout l'édifice de la protection sociale, santé, retraite, vieillesse, par son décret de mai sorti d'une Cour des Comptes domestiquée : « la Sécurité sociale est infinissable ». **Pas touche ni au profit ni aux dividendes, et cessation de paiement prévue pour 2026 !**

Comme un remugle de solution globale anti-sécurité sociale...

Et Le Capital opte par ses milliardaires pour un mode de gouvernement qui passe à la tronçonneuse toute résistance sociale du Trump dans la langue de Molière -, le mouvement, ouvrier, syndicats, associations et partis, est sommé de délaisser ses routines de division et de passivité.

Alors ?

Alors, rien, ou si peu.

L'intelligence artificielle s'apprête, dans un fracassant silence algorithme, de dégager un nombre considérable d'emplois de bureau et d'intellectuels comme naguère l'informatisation réduit les métiers techniques.

L'espoir de gains de productivité est à la hauteur du rêve américain de la Silicon Valley.

Et nous ? Attendre les résultats du conclave ? Jeter un regard torve sur les sanctions nouvelles qui frappent encore les chômeurs à l'heure de la sainte multiplication des licenciements industriels et commerciaux ? Oublier la feuille de paie et cette antique maxime, « toute peine mérite salaire » ? Considérer avec distance absente la progression planétaire des partisans de la chasse aux immigrés présentée comme la solution sociale « (y en aura plus pour nous après la remigration) » ?

Alors ? Faire reposer l'avenir syndical sur le « fonds pour le financement du dialogue social » (<https://www.agfpn.fr>) créé par une loi de 2014, géré par le Medef et les syndicats partenaires, qui se distribue annuellement jusqu'à 150 millions d'euros ?

Et la place des cotisations des adhérents ? Et l'indépendance à l'égard du l'État et du patronat ? La Charte d'Amiens deviendrait virtuelle, basculant dans le domaine privé du stockage des données dans les Data Centers. Un Pschitt numérisé...

Espérer qu'un hypothétique résultat électoral dans 2 ans nous sauve d'une victoire présidentielle qui se jouera entre Retailleau et Le Pen versus Bardella, entre l'originale déchue sinon son clone et l'industrieuse copie créée par son ministère de la Police ?

Ranimons le combat syndical.

Nous refusons de nous présenter en victimes expiatoires d'une victoire déclarée d'ores et déjà inéluctable d'un coup d'État fa-chô-libéral encours, Bolloré + Retailleau + Bardella + Sterin + Darmanin + Patrick Martin (Chef du Medef)

Ranimer ? Ce n'est oublier les combats qui se mènent contre les plans réputés sociaux par des camarades courageux. C'est au contraire appeler les autres, tous les autres, à s'unir avec les combats en cours des combats essentiels : salaire décent pour toutes et tous, réappropriation de la Sécurité sociale issue de la victoire contre l'extrême droite, établir l'égalité de toutes et tous, fonder la perspective d'une société où les besoins de toutes et tous dirigent l'économie des biens communs et la domestication du Capital.

Il n'y a pas d'alternative, face à la montée du péril brun-libéral, à la construction d'un mouvement social pour les revendications, contre le programme racial qui s'y oppose, pour un État de droit social qui subordonne le Capital.

Pour ce faire, partis, syndicats, associations, tout ce monde qui se réclame du Travail doit - est condamné à - se voit obligé de - s'unir sous peine d'être balayé à court terme. Bien avant la présidentielle obsessionnelle...

JEAN GERSIN 2 JUIN 2025

